



Comment Israël établit ses listes noires des militants BDS

Asa Winstanley - Les militants pour les droits de l'homme contestent les listes noires israéliennes des partisans du mouvement *boycott, désinvestissement et sanctions*, ou BDS.

L'avocat Eitay Mack et plusieurs autres militants israéliens ont déposé une demande d'accès à l'information auprès du tribunal de district de Jérusalem la semaine dernière, pour exiger que les deux services gouvernementaux révèlent comment ils créent les listes noires. Elles sont utilisées pour empêcher les militants BDS venant de l'étranger d'entrer dans les territoires contrôlés par Israël, dont la Cisjordanie occupée.

L'action en justice survient après que les ministères ont rejeté une demande d'accès à l'information déposée par Mack le mois dernier.

Étonnamment, ils ont justifié le refus en invoquant la « vie privée » des militants BDS. Dans un courriel envoyé à *The Electronic Intifada*, Mack appelait ce motif « un nouveau record mondial du cynisme et de l'hypocrisie. »

Il a expliqué qu'à moins que les autorités israéliennes n'admettent qu'elles « recueillent illégalement des données personnelles sur des militants ou groupes internationaux en utilisant, par exemple, des logiciels de surveillance et d'espionnage intrusifs, » la divulgation n'entraînerait aucune violation de la vie privée.

La demande d'accès à l'information a été envoyée au ministère de l'Intérieur et au Service de la population et de l'immigration le mois dernier, après que la presse a rapporté que cinq membres d'une délégation interreligieuse états-unienne avaient été interdits d'entrée en Israël à cause de leur soutien au BDS.

Le rabbin **Alissa Wise** a dit à *The Electronic Intifada* que le personnel de bord de la Lufthansa avait lu une liste noire de gens de leur délégation qui ne seraient pas autorisés à se rendre à Tel Aviv.

Piratage des courriels

Un employé de la compagnie aérienne a dit à Wise et à quatre autres personnes que le gouvernement israélien avait insisté pour qu'ils ne soient pas admis à bord.

Israël a auparavant **refoulé des personnes** qu'il accuse de soutenir le mouvement BDS.

Mais en mars, il a officialisé la mesure par une **nouvelle loi** qu'il n'a pas tardé à mettre en œuvre.

Wise, directrice adjointe du groupe pro-BDS **Jewish Voice for Peace** a également déclaré à *The Electronic Intifada* que la liste noire que la Lufthansa leur a lue incluait deux personnes qui avaient annulé leur participation à la délégation plusieurs mois auparavant et qui n'avaient jamais acheté de billets pour le vol.

Selon Wise, la seule façon dont Israël a pu se procurer ces deux noms fut par des moyens illicites, comme hacker ou intercepter les courriels du groupe.

Dans un courriel envoyé à *The Electronic Intifada*, Mack a dit que la requête d'accès à l'information demande aux ministères israéliens de révéler « les critères et les procédures » qu'ils utilisent pour ajouter des gens à ces listes noires, ainsi que la façon dont ils transfèrent ces listes aux autorités à l'extérieur d'Israël.

Lire la requête dans son intégralité, [ici](#) et la pétition déposée au tribunal [ici](#) (documents en hébreu).

Le lendemain de l'interdiction d'entrée de Wise et de ses collègues, le quotidien de Tel Aviv **Haaretz** a rapporté que le ministère de l'Intérieur et celui des Affaires stratégiques ont publié un communiqué confirmant qu'ils étaient à l'origine de l'interdiction.

« Ce sont des militants importants qui plaident continuellement pour le boycott, » ont dit les ministères.

Le ministère des Affaires stratégiques est celui qui est en charge de la « guerre » d'Israël contre le mouvement BDS.

«Le front»

En septembre 2016, Mack et ses collègues ont déposé une requête en accès aux informations similaire, demandant au ministère des Affaires stratégiques et au ministère de l'Intérieur de révéler quels groupes et individus étrangers ils soutenaient pour contrecarrer le mouvement BDS.

Mais en juin, les deux ministères ont répondu qu'ils n'avaient aucune relation de travail avec des entités étrangères - une affirmation que Mack considère peu crédible et qui semble contredite par d'autres déclarations.

En juillet, le parlement israélien a adopté en première lecture une **nouvelle loi** rédigée par le ministère des Affaires stratégiques, qui l'exonérera des lois sur la liberté d'information, au motif que BDS est « un front comme un autre. »

L'interdiction de Wise et de ses collègues marque la première occasion connue où une liste noire israélienne a été transmise à un autre pays en vertu de la nouvelle loi anti-BDS. Elle marque également la première occasion connue où une personne juive est interdite d'entrée, en vertu de la nouvelle loi.

La délégation avait prévu d'atterrir à Tel Aviv, après une escale en Allemagne. Mais le personnel de Lufthansa à l'aéroport international Dulles, près de Washington DC, avait déjà reçu d'Israël la liste noire.

Selon Mack, bien que cette affaire implique des citoyens états-uniens et une compagnie allemande,

« il existe un risque que l'État d'Israël ait également transmis des « listes noires » à des Etats non démocratiques qui persécutent les militants pour les droits de l'homme et d'opposition. » Elle cite comme précédent le soutien passé d'Israël aux régimes oppressifs en Amérique Latine et en Afrique.

Rivalités

Le [ministère des Affaires stratégiques](#) a été fondé en 2006 et a été initialement centré sur l'Iran, conduisant la campagne parfois clandestine d'Israël contre le programme de ce pays dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En octobre 2015, maintenant dirigé par Gilad Erdan, membre du Likud du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le ministère s'est tourné vers la campagne BDS.

Cette réaffectation de pouvoir et de fonds a entraîné des tensions avec d'autres ministères, qui seraient jaloux d'être marginalisés par Netanyahu. Erdan est un allié de longue date de Netanyahu à qui il a servi de conseiller auprès du bureau du Premier ministre dans les années 1990.

Selon le journaliste d'investigation du journal [Haaretz](#), Uri Blau, le « cabinet de sécurité » d'Israël a confié au ministère des affaires stratégiques la responsabilité de « guider, coordonner et intégrer » les activités des ministres, du gouvernement et des « entités civiles en Israël et à l'étranger » dans le cadre de « la lutte contre les tentatives de délégitimer Israël et contre le mouvement de boycott ».

En mai 2016, un rapport gouvernemental israélien [a critiqué](#) le retrait par Netanyahu des pouvoirs et des financements anti-BDS au détriment du ministère des Affaires étrangères.

Le ministère des affaires stratégiques « ne disposent pas des avantages inhérents au ministère des Affaires étrangères, dont ... [son] accès immédiat au champ de bataille et sa collaboration avec des groupes et organisations sympathisants à l'étranger », dit le rapport.

La diffusion d'informations pourrait « nuire à la bataille »

En septembre 2016, une [fuite vers Haaretz](#) a mis en lumière les profondeurs de la dispute entre les deux ministères.

Un câble de l'ambassade d'Israël à Londres au ministère des Affaires étrangères se serait plaint du ministère d'Erdan.

Il les accusait d'avoir utilisé des organisations juives britanniques dans le dos de l'ambassade, d'une manière qui pourrait les mettre en infraction avec le droit britannique.

Justifiant la nouvelle loi qui exempte son ministère de l'accès libre à l'information, Erdan a fait référence au mois dernier à des « entités à travers le monde » qui lutte contre le BDS et qui « ne veulent pas exposer leurs liens avec l'État ».

Il a expliqué que « la plupart des actions du ministère ne viennent pas du ministère » directement, mais par l'intermédiaire de groupes à l'avant-garde. « Nous devons protéger les informations dont la diffusion pourrait nuire à la bataille », a-t-il insisté.

Israël est connu pour opérer dans le monde entier par le biais d'organisations qui prétendent défendre les « droits civils » ou par le biais de groupes politiques.

Les exemples incluent l'organisation « juridique » liée au Mossad, Shurat HaDin, qui attaque les groupes de solidarité palestiniens avec des actions en justice. Au Royaume-Uni, l'ambassade d'Israël entretient des liens étroits avec les [Travailleurs Amis d'Israël](#) et le Mouvement Travailleur juif.

L'Union des étudiants juifs a également [reçu des fonds](#) de l'ambassade, selon l'enquête d'Al Jazeera sur le lobby israélien plus tôt cette année.

[Selon Blau](#), « le ministère consacre des dizaines de millions de shekels aux efforts de coopération avec la Fédération syndicale de la Histadrut, l'Agence juive et diverses organisations non gouvernementales pour former des représentants du 'véritable visage pluraliste d'Israël' dans divers forums ».

Cette stratégie consistant à utiliser des organisations apparemment libérales ou progressistes comme moyen d'améliorer l'image d'Israël est dans la ligne d'un [rapport secret](#) que *The Electronic Intifada* s'est procuré en avril.

Groupes à l'avant-garde

Le rapport, commandité par le groupe de réflexion israélien Reut Institute et le groupe de lobby pro-israélien The Anti-Defamation League, recommandait une approche à « [large couverture](#) » dans laquelle « des groupes libéraux et progressistes pro-israéliens » seront déployés pour s'engager dans des « critiques légères d'Israël. »

Le rapport soutenait que « la communauté pro-israélienne doit être unie dans cette lutte » et « bénéficier de sa diversité ».

Le rapport a été approuvé par le directeur général du ministère anti-BDS d'Erdan.

En août 2015, l'agence israélienne de renseignement militaire Aman a [révélé à Haaretz](#) qu'elle avait créé un « département de délégitimation » pour espionner les militants BDS à l'étranger.

Est-ce cette agence qui a fourni l'information qui a fait que le rabbin Wise et ses amis ont été empêchés par les autorités d'occupation d'entrer en Palestine ?

Selon Mack, l'établissement de listes noires de militants internationaux pourrait « être utilisée pour l'établissement tenu secret de 'listes noires' des militants israéliens des droits de l'homme qui sont en contact avec eux ».

Lorsque Aman a révélé à Haaretz qu'il était question de « surveiller » les militants BDS dans le monde entier, il a souligné « qu'il ne collectait pas d'informations sur les citoyens israéliens. C'est le travail du Shin Bet » - la police secrète d'Israël.

En mars, il a été révélé qu'Erdan voulait commencer à mettre en place une « [base de données](#) » de

citoyens israéliens qui soutiennent la campagne BDS. Mais le procureur général et d'autres officiels israéliens ont accusé son ministère d'outrepasser ses droits. Si le ministère d'Erdan utilise ces listes noires pour «surveiller» activement les militants israéliens, il semble qu'il soit en violation même de la loi israélienne.



* **Asa Winstanley** est un journaliste indépendant basé à Londres qui séjourne régulièrement dans les TPO. Son premier livre "Corporate Complicity in Israel's Occupation" est publié chez Pluto Press. Voir son [site web](#).

Articles du [même auteur](#).

14 août 2017 - *The Electronic Intifada* - Traduction : *Chronique de Palestine & ISM France*



Etats-Unis : la guerre contre la campagne BDS est une guerre contre la liberté d'expression

Ramzy Baroud - *Il y a quelque chose d'immoral qui se produit à Washington D.C, et ses conséquences peuvent être graves pour beaucoup de monde et en particulier pour la santé de la démocratie américaine.*

Le gouvernement américain déclare la guerre au mouvement de [boycott, de désinvestissement et de sanctions](#) (BDS) palestinien. L'offensive anti-BDS est en cours depuis plusieurs années, mais surtout depuis 2014.

Depuis, [11 États américains](#) ont adopté et [promulgué une loi](#) visant à criminaliser le mouvement soutenu par la société civile et qui vise à faire pression sur Israël pour mettre fin à son occupation de la Palestine.

Washington mène maintenant la lutte, légitimant ainsi le comportement antidémocratique des États au niveau individuel. Si les efforts du gouvernement des États-Unis réussissent, une démocratie américaine déjà en difficulté tombera encore un peu plus bas, et de nombreuses personnes pourraient être punies pour avoir fait le choix d'agir en fonction de leurs valeurs politiques et morales. Le projet de loi 720 du Sénat (S.720), également connu sous le nom de Loi sur le boycott anti-israélien, a été largement rédigé par le puissant et notoire lobby pro-israélien à Washington, le Comité israélien des affaires publiques d'Israël ([AIPAC](#)).

Selon son propre « [Agenda de lobbying 2017](#) », l'AIPAC a fait de l'adoption du projet de loi sa priorité absolue.

Le Congrès des États-Unis se plie aux intérêts israéliens et par sa « [main-mise](#) » sur les élus, l'AIPAC prend le pas les électeurs américains.

Ainsi, il n'était pas surprenant de voir 43 sénateurs et 234 représentants de la Chambre [soutenir le projet de loi](#), qui a été présenté pour la première fois en mars.

Bien que le Congrès ait habituellement soutenu Israël et condamné les Palestiniens - ainsi que tout responsable politique ou entité qui ait osé reconnaître les droits des Palestiniens - le Congrès va cette fois encore plus loin et met en péril les droits fondamentaux de ses propres électeurs.

Le [Premier amendement](#) à la Constitution des États-Unis a été le pilier de la défense du droit des individus à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, « le droit des gens de se réunir pacifiquement et de demander au gouvernement de corriger les griefs ». Ce droit, Cependant, a souvent été remis en cause lorsqu'il s'applique à Israël. Le Centre pour les droits constitutionnels se réfère à ce fait comme à « [l'exception palestinienne](#) ».

Le projet S.720, cependant, s'il est adopté, consolidera le nouveau statut américain, celui d'une « [démocratie qui régresse](#) », par opposition à une nation disposant d'une pleine démocratie qui légifère et applique toutes les lois équitablement et de manière égale pour tous ses citoyens. La loi transformerait en « félonie » pour les Américains le fait de soutenir le boycott d'Israël.

La [punition](#) de ceux qui enfreignent la loi proposée ira de 250 000 dollars à 1 million, et/ou à 20 ans de prison.

Le projet de loi a déjà eu de [nombreux effets](#) sur de nombreux groupes dans le pays, en particulier parmi les [militants afro-américains](#) qui luttent contre le racisme institutionnalisé. Si le projet de loi devient la loi, ce précédent deviendra alors la norme, et les dissidents se retrouveront devant les tribunaux pour leurs simples opinions.

En ce qui concerne Israël, le Congrès américain est uni. Les législateurs républicains et démocratiques agissent souvent de manière contraire aux intérêts de leur propre pays, juste pour plaire au gouvernement israélien. Ce n'est [pas un secret](#).

Cependant, le danger réel est que de telles lois aillent au-delà de l'allégeance aveugle traditionnelle à

Israël, le gouvernement punissant alors les personnes et les organisations pour les choix qu'elles font, les valeurs qu'elles défendent ou pour une simple demande d'informations sur un problème qu'elles pourraient juger préoccupant.

Le 17 juillet, l'Union américaine des libertés civiles (ACLU) a publié une lettre demandant aux législateurs qui ont signé la version du projet de loi soumise au Sénat de reconsidérer leur décision. « Le projet de loi punirait les entreprises et les particuliers, en se fondant uniquement sur leur point de vue. Une telle condamnation est en violation directe du premier amendement », a déclaré l'ACLU. Une seule personne, jusqu'à présent, aurait reconsidéré son soutien, la sénatrice démocrate de New York [Kirsten Gillibrand](#). Elle a demandé que son nom soit retiré de la liste des co-signataires. La réaction de l'AIPAC a été immédiate, appelant son armée de partisans à faire pression sur la sénatrice pour qu'elle remette son nom sur la liste et « réaffirme son engagement à lutter contre la délégitimation internationale d'Israël ».

Pourtant il y a quelque chose de positif dans tout cela. Pendant de nombreuses années, on a [perçu à tort](#) que l'exigence israélienne du soutien américain contre les Palestiniens et les Arabes n'était, en aucun cas, celle d'un pays étranger s'immisçant ou entravant le système politique des États-Unis ou compromettant la démocratie américaine.

Mais aujourd'hui, la loi anti-BDS est la plus flagrante de ces interventions, car elle touche au Premier amendement, le fondement même de la démocratie américaine, en instrumentalisant les législateurs américains pour mener à bien ce terrible objectif.

Ce projet de loi [met Israël en pleine lumière](#), ainsi que ses [hordes de partisans](#) au Congrès. De plus, il présente aux défenseurs des droits de l'homme l'opportunité de défendre la campagne BDS, ce qui revient à défendre les droits du peuple palestinien comme les droits de tous les Américains. Ce serait la première fois depuis de nombreuses années que la lutte pour les droits des Palestiniens pourra être débattue ouvertement et contextualisée d'une manière qui fera comprendre à la plupart des Américains que cela concerne leur vie quotidienne.

En fait, c'était l'un des objectifs du BDS, dès le départ. Alors que le boycott et la délégitimation de l'occupation militaire israélienne sur les Palestiniens sont au cœur du mouvement soutenu par la société civile, le BDS vise également à susciter un débat urgent sur Israël et la Palestine.

Bien que ce ne soit pas son objectif, le Congrès rend cela très possible.

Le projet de loi et les initiatives législatives aux États-Unis - et [en Europe](#) - sont également une source d'espoir en ce sens que tout cela ramène aux événements mêmes qui ont précédé la disparition du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Les gouvernements américains et britanniques en particulier [s'opposaient au mouvement](#) de libération sud-africain, condamnaient le boycott et ont soutenu jusqu'au bout le régime raciste et autoritaire de P. W. Botha. L'ancien président américain Ronald Reagan voyait Nelson Mandela comme un terroriste. Mandela a dû attendre 2008 pour être retiré de la liste américaine du terrorisme.

Il est clair que les États-Unis, le Royaume-Uni et Israël étaient les partisans les plus ardents de l'apartheid en Afrique du Sud.

Maintenant, c'est comme si l'histoire se répétait. La version israélienne de l'apartheid se bat pour une légitimité et refuse de céder d'un seul pas. Elle veut coloniser toute la Palestine, maltraiter ses habitants et violer le droit international sans tolérer un seul mot de condamnation, qu'il vienne d'un individu ou d'une organisation.

Le gouvernement des États-Unis n'a pas non plus beaucoup changé. Il continue de soutenir la forme israélienne de l'apartheid, tout en rendant sans honte hommage à l'héritage de Mandela et à sa lutte anti-apartheid.

Bien que le nouveau chapitre de la lutte anti-apartheid a pour nom « la Palestine », les États-Unis et ses partisans occidentaux continuent de répéter les mêmes politiques qu'ils ont pratiquées à l'encontre du peuple sud-africain.

En ce qui concerne les véritables défenseurs des droits de l'homme, indépendamment de leur race, leur religion ou leur citoyenneté, c'est leur moment ! Aucun changement significatif ne se produira sans que les peuples ne soient unis dans la lutte et les sacrifices.

Dans un de ses discours, l'abolitionniste américain et ancien esclave [Frédéric Douglass](#) déclarait : « Le pouvoir ne concède rien sans y être obligé. Il ne l'a jamais fait et ne le fera jamais ».

Le Congrès des États-Unis, avec l'aide de l'AIPAC, criminalise cette exigence de justice.

Les Américains ne devraient pas tolérer cela, et si ce n'est pour le bien des Palestiniens, que soit au moins pour le leur.



* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de [PalestineChronicle.com](#). Son dernier livre, Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur